



SOMMAIRE N° 12

PREMIERE PARTIE : DOCTRINE ET LEGISLATION

Le pourvoi en révision

p. 7 à 35

Jean-Pierre DUMAS,

Vice-président de la Cour de révision, Président de Chambre honoraire à la Cour de Cassation

Roger BEAUVOIS,

Premier président de la Cour de révision, Président de Chambre honoraire à la Cour de Cassation

Charles BADI,

Conseiller à la Cour de révision, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation

José CHEVREAU,

Conseiller honoraire à la Cour de révision, conseiller honoraire à la Cour de Cassation

Les privations de liberté et les exigences européennes

p. 37 à 55

Jean-François RENUCCI,

Professeur à l'Université de Nice Sophia-Antipolis,

Conseiller à la Cour de révision de Monaco

Brèves remarques sur la mondialisation du droit économique et financier, la législation de la Principauté de Monaco et le rôle de l'Etat

p. 57 à 69

Alexis MARQUET, avocat-défenseur près la Cour d'appel de Monaco

Le voyage au bout de la nuit « fiscale » du français né à Monaco et y résidant

p.71 à 85

Pierre-Jean CIAUDO, Avocat au Barreau de Nice,

Docteur en droit,

Docteur en histoire,

Maître ès sciences économiques,

Ancien élève de l'Ecole Nationale des Impôts,

Chargé de cours à la faculté de droit de Nice

La protection juridique de la biodiversité en Principauté de Monaco

p.87 à 108

Alice PASTOR, Doctorante en droit,

Membre du comité de l'ONU des droits de l'enfant

Bruxelles, 23 novembre 2011 – 6^{ème} Forum relatif aux droits de l'enfant – La collecte des données et la justice juvénile

p. 109 à 118

Bernard GASTAUD,

Docteur en droit,

Membre du Comité de l'ONU des droits de l'enfant



DEUXIEME PARTIE : LEGISLATION

Législation p. 119 à 126

Rapport de présentation de l'Ordonnance Souveraine n° 3.413 du 29 août 2011 portant diverses mesures relatives à la relation entre l'administration et l'administré p. 127 à 139

JURISPRUDENCE FRANÇAISE CONCERNANT MONACO

*Cour de Cassation – Chambre criminelle – 13.06.2012 – Toni X...
Convention d'extradition franco-monégasque – reconduite à la frontière – remise aux
Autorités de police françaises – absence de contrainte – extradition déguisée (non) – nullité
de la procédure (non)* p. 143 à 144

*Cour de Cassation – Chambre sociale – 28.03.2012 – Entreprise Monégasque de
Construction et de Promotion (EMCP) – contrat de travail – employeur monégasque
contrat conclu à Monaco – travail exécuté en France – compétence du Conseil de
Prud'hommes – loi française applicable* p. 145 à 146

*Conseil d'Etat – 29.04.2011 – M. Guy B.
Demandeur domicilié à Monaco – délai d'appel augmenté de deux mois* p. 147

*Conseil d'Etat – 8.06.2011 – Caisse de Compensation des Services Sociaux –
Belkacem A. – département de l'Aude – victime d'un accident – affiliation à une caisse
de sécurité sociale étrangère (Monaco) – obligation de mettre en cause la caisse -
office du juge afin d'apprécier si la caisse ayant son siège à l'étranger peut être subrogée
dans les droits de la victime.* p. 149 à 152

*Cour administrative d'appel de Marseille – 23.01.2012 – Caisse de Compensation
des Services Sociaux – Belkacem A. – Département de l'Aude – Subrogation de la
Caisse de Compensation des Services Sociaux dans les droits de la victime (oui)* p. 153 à 155

*Cour administrative d'appel de Paris – 7.10.2011 – Caisse Autonome des Retraites
des travailleurs salariés de Monaco – Cession par la caisse de parcelles situées en
territoire français, prélèvement fiscal d'un tiers sur les plus-values (non) – mouvements
de capitaux – Communautés européennes et Union européenne – règles applicables –
libre circulation des capitaux - égalité de traitement* p. 157 à 163



JURISPRUDENCE – COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Deuxième section - décision – Frédéric DE BAETS contre Monaco **p. 167 à 179**

TRIBUNAL SUPRÊME

*Tribunal Suprême – 16.04.2012 – Association des propriétaires – M. F./Etat
Conditions de location de certains locaux à usage d'habitation – Loi n° 1.377
du 18 mai 2011 – requête en annulation – inconstitutionnalité partielle* **p. 183 à 203**

*Tribunal Suprême – 16.04.2012 – Mme Francesca Maria F. c/ S.E.
M. le Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco* **p. 205 à 206**

Tribunal Suprême – 1.12.2011 – M. Dominique A. c/ M. le Ministre d'Etat **p. 207 à 213**

Tribunal Suprême – 16.04.12 - M. Dominique A. c/ Etat de Monaco **p. 215 à 221**

Cour de Révision - 23.03.2012 – B.P.C.A./SAM A. ET C.. **p. 225 à 228**

*Cour de Révision - 9.10.2012 – SCC R, & CIE/ SAM E.G.F./M. le Procureur
Général* **p. 229 à 234**

Tribunal de Première Instance – 3.02.2011 – A.S.M./Mlle Ouiza B. **p. 237 à 246**

*Tribunal de Première Instance – 31.05.2012 – S.A.R. La Princesse de Hanovre
L.L.A.A.R.R. le Prince et la Princesse de Hanovre – Mlle Charlotte CASIRAGHI
M. Andrea CASIRAGHI - M. Pierre CASITAGHI – Mlle Tatiana SANTO DOMINGO/
RCS PERIODICI S.p.a., editrice du magazine de langue italienne « OGGI » - M. Andrea M. –
M. Pino B.* **p. 247 à 268**